

N° 4648.

**AUTRICHE, BELGIQUE, BRÉSIL,
GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD,
BULGARIE, etc.**

Convention de 1936 pour la répression du
trafic illicite des drogues nuisibles, et pro-
tocol de signature. Signés à Genève, le
26 juin 1936.

*Textes officiels en français et en anglais. Cette convention a été enregistrée par
le Secrétariat, conformément à son article 22, le 26 octobre 1939, date de
son entrée en vigueur.*

**AUSTRIA, BELGIUM, BRAZIL,
GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND,
BULGARIA, etc.**

Convention of 1936 for the Suppression of the
Illicit Traffic in Dangerous Drugs, and
Protocol of Signature. Signed at Geneva,
June 26th, 1936.

*Official texts in French and English. This Convention was registered with
the Secretariat, in accordance with its Article 22, on October 26th, 1939,
the date of its entry into force.*

N° 4648. — CONVENTION ¹ DE 1936 POUR LA RÉPRESSION DU TRAFIC ILLICITE DES DROGUES NUISIBLES. SIGNÉE A GENÈVE, LE 26 JUIN 1936.

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL D'AUTRICHE ; SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DES ÉTATS-UNIS DU BRÉSIL ; SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES DOMINIONS BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES ; SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES ; LE PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT NATIONAL DE LA RÉPUBLIQUE DE CHINE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CUBA ; SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE ; SA MAJESTÉ LE ROI D'ÉGYPTÉ ; LE CHARGÉ DU POUVOIR SUPRÊME DE LA RÉPUBLIQUE DE L'ÉQUATEUR ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ESPAGNOLE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ; SA MAJESTÉ LE ROI DES HELLÈNES ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE HONDURAS ; SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE ; SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON ; LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS DU MEXIQUE ; SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE PRINCE DE MONACO ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE PANAMA ; SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE ; SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE ; LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE ; LE COMITÉ CENTRAL EXÉCUTIF DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE L'URUGUAY ; LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS DE VENEZUELA ;

Ayant résolu, d'une part, de renforcer les mesures destinées à réprimer les infractions aux dispositions de la Convention ² internationale de l'opium, signée à La Haye le 23 janvier 1912,

¹ Ratifications déposées à Genève :

INDE	4 août 1937.
CHINE	21 octobre 1937.
BELGIQUE	27 novembre 1937.
GRÈCE	16 février 1938.
ROUMANIE	28 juin 1938.
BRÉSIL	2 juillet 1938.
CANADA	27 septembre 1938.
FRANCE	16 janvier 1940.

Le Gouvernement français n'assume aucune obligation pour ses Colonies et Protectorats ainsi que pour les Territoires placés sous son mandat.

EGYPTE	29 janvier 1940.
------------------	------------------

Adhésions :

GUATÉMALA	2 août 1938.
HAÏTI	30 novembre 1938.
TURQUIE	28 juillet 1939.

² Vol. VIII, pages 187, 236 et suivantes ; vol. XI, page 414 ; vol. XV, page 310 ; vol. XIX, page 282 ; vol. XXIV, page 162 ; vol. XXXI, page 244 ; vol. XXXV, page 298 ; vol. XXXIX, page 167 ; vol. LIX, page 346 ; vol. CIV, page 495 ; vol. CVII, page 461 ; vol. CXVII, page 48 ; vol. CXXXVIII, page 416 ; et vol. CLXXII, page 390, de ce recueil.

No. 4648. — CONVENTION ¹ OF 1936 FOR THE SUPPRESSION OF THE ILLICIT TRAFFIC IN DANGEROUS DRUGS. SIGNED AT GENEVA, JUNE 26TH, 1936.

THE FEDERAL PRESIDENT OF AUSTRIA ; HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS ; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF THE UNITED STATES OF BRAZIL ; HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA ; HIS MAJESTY THE KING OF THE BULGARIANS ; THE PRESIDENT OF THE NATIONAL GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF CHINA ; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF COLOMBIA ; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CUBA ; HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND ; HIS MAJESTY THE KING OF EGYPT ; THE OFFICIAL ENTRUSTED WITH THE SUPREME POWER OF THE REPUBLIC OF ECUADOR ; THE PRESIDENT OF THE SPANISH REPUBLIC ; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF ESTONIA ; THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC ; HIS MAJESTY THE KING OF THE HELLENES ; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF HONDURAS ; HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY ; HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN ; THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF MEXICO ; HIS SERENE HIGHNESS THE PRINCE OF MONACO ; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF PANAMA ; HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS ; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND ; THE PRESIDENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC ; HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA ; THE SWISS FEDERAL COUNCIL ; THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC ; THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS ; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF URUGUAY ; THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF VENEZUELA,

Having resolved, on the one hand, to strengthen the measures intended to penalise offences contrary to the provisions of the International Opium Convention² signed at The Hague on

¹ *Ratifications deposited in Geneva :*

INDIA	August 4th, 1937.
CHINA	October 21st, 1937.
BELGIUM	November 27th, 1937.
GREECE	February 16th, 1938.
ROUMANIA	June 28th, 1938.
BRAZIL	July 2nd, 1938.
CANADA	September 27th, 1938.
FRANCE	January 16th, 1940.

The French Government does not assume any obligations as regards its Colonies or Protectorates or the Territories placed under its mandate.

EGYPT January 29th, 1940.

Accessions :

GUATEMALA	August 2nd, 1938.
HAITI	November 30th, 1938.
TURKEY	July 28th, 1939.

² Vol. VIII, pages 187, 236 and following ; Vol. XI, page 415 ; Vol. XV, page 311 ; Vol. XIX, page 283 ; Vol. XXIV, page 163 ; Vol. XXXI, page 245 ; Vol. XXXV, page 299 ; Vol. XXXIX, page 167 ; Vol. LIX, page 346 ; Vol. CIV, page 495 ; Vol. CVII, page 461 ; Vol. CXVII, page 48 ; Vol. CXXXVIII, page 416 ; and Vol. CLXXII, page 390, of this Series.

de la Convention¹ signée à Genève le 19 février 1925 et de la Convention² pour limiter la fabrication et réglementer la distribution des stupéfiants, signée à Genève le 13 juillet 1931, et, d'autre part, de combattre, par les moyens les plus efficaces dans les circonstances actuelles, le trafic illicite des drogues et substances visées par ces conventions,

Ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL D'AUTRICHE :

M. Emerich PFLÜGL, représentant permanent près la Société des Nations, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;

Le Dr Bruno SCHULTZ, ancien vice-président de la Police de Vienne, représentant de l'Autriche à la Commission consultative du trafic de l'opium et autres drogues nuisibles.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. Maurice BOURQUIN, conseiller juridique du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, professeur à l'Université de Genève.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DES ÉTATS-UNIS DU BRÉSIL :

M. Jorge LATOUR, Secrétaire de légation.

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES DOMINIONS BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

POUR LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD, AINSI QUE TOUTES PARTIES DE L'EMPIRE BRITANNIQUE NON MEMBRES SÉPARÉS DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS :

M. Oscar Follett DOWSON, C.B.E., conseiller juridique au Ministère de l'Intérieur ;

Le major William Hewett COLES, D.S.O., représentant du Royaume-Uni à la Commission consultative du trafic de l'opium et autres drogues nuisibles.

POUR LE DOMINION DU CANADA :

Le colonel C. H. L. SHARMAN, C.M.G., C.B.E., chef de la Division des narcotiques au Département des Pensions et de la Santé publique et représentant du Canada à la Commission consultative du trafic de l'opium et autres drogues nuisibles.

POUR L'INDE :

M. Gordon Sidey HARDY, C.I.E., I.C.S., vice-président de la Commission consultative du trafic de l'opium et autres drogues nuisibles.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES :

M. Nicolas MOMTCHILOFF, délégué permanent près la Société des Nations, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse.

¹ Vol. LXXXI, page 317 ; vol. LXXXVIII, page 390 ; vol. XCII, page 409 ; vol. XCVI, page 204 ; vol. C, page 249 ; vol. CIV, page 516 ; vol. CVII, page 525 ; vol. CXI, page 411 ; vol. CXVII, page 290 ; vol. CXXII, page 355 ; vol. CXXXIV, page 407 ; vol. CLVI, page 205 ; vol. CLX, page 348 ; vol. CLXVIII, page 233 ; vol. CXCIII, page 269 ; et vol. CXCVII, page 300, de ce recueil.

² Vol. CXXXIX, page 301 ; vol. CXLVII, page 361 ; vol. CLII, page 344 ; vol. CLVI, page 268 ; vol. CLX, page 419 ; vol. CLXIV, page 407 ; vol. CLXVIII, page 234 ; vol. CLXXII, page 426 ; vol. CLXXXI, page 398 ; vol. CLXXXV, page 411 ; vol. CLXXXIX, page 483, et vol. CXCVII, page 340, de ce recueil.

January 23rd, 1912, the Geneva Convention¹ of February 19th, 1925, and the Convention² for limiting the Manufacture and regulating the Distribution of Narcotic Drugs signed at Geneva on July 13th, 1931, and, on the other hand, to combat by the methods most effective in the present circumstances the illicit traffic in the drugs and substances covered by the above Conventions,

Have appointed as their Plenipotentiaries :

THE FEDERAL PRESIDENT OF AUSTRIA :

M. Emerich PFLÜGL, Permanent Representative to the League of Nations, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;

Dr. Bruno SCHULTZ, former Vice-President of the Vienna Police, Representative of Austria on the Advisory Committee on Traffic in Opium and Other Dangerous Drugs.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

M. Maurice BOURQUIN, Legal Adviser of the Ministry of Foreign Affairs and External Trade, Professor at the University of Geneva.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF THE UNITED STATES OF BRAZIL :

M. Jorge LATOUR, Secretary of Legation.

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA :

FOR GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND ALL PARTS OF THE BRITISH EMPIRE WHICH ARE NOT SEPARATE MEMBERS OF THE LEAGUE OF NATIONS :

Oscar Follett DOWSON, Esq., C.B.E., Legal Adviser to the Home Office ;

Major William Hewett COLES, D.S.O., Representative of the United Kingdom on the Advisory Committee on Traffic in Opium and Other Dangerous Drugs.

FOR THE DOMINION OF CANADA :

Colonel C. H. L. SHARMAN, C.M.G., C.B.E., Chief of the Narcotic Division of the Department of Pensions and National Health, Representative of Canada on the Advisory Committee on Traffic in Opium and Other Dangerous Drugs.

FOR INDIA :

Gordon Sidey HARDY, Esq., C.I.E., I.C.S., Vice-Chairman of the Advisory Committee on Traffic in Opium and Other Dangerous Drugs.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BULGARIANS :

M. Nicolas MOMTCHILOFF, Permanent Delegate to the League of Nations, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council.

¹ Vol. LXXXI, page 317 ; Vol. LXXXVIII, page 390 ; Vol. XCII, page 409 ; Vol. XCVI, page 204 ; Vol. C, page 249 ; Vol. CIV, page 516 ; Vol. CVII, page 525 ; Vol. CXI, page 411 ; Vol. CXVII, page 290 ; Vol. CXXII, page 355 ; Vol. CXXXIV, page 407 ; Vol. CLVI, page 205 ; Vol. CLX, page 348 ; Vol. CLXVIII, page 233 ; Vol. CXCIII, page 269 ; and Vol. CXCVII, page 300, of this Series.

² Vol. CXXXIX, page 301 ; Vol. CXLVII, page 361 ; Vol. CLII, page 344 ; Vol. CLVI, page 268 ; Vol. CLX, page 419 ; Vol. CLXIV, page 407 ; Vol. CLXVIII, page 234 ; Vol. CLXXII, page 426 ; Vol. CLXXXI, page 398 ; Vol. CLXXXV, page 411 ; Vol. CLXXXIX, page 483 ; and Vol. CXCVII, page 340, of this Series.

LE PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT NATIONAL DE LA RÉPUBLIQUE DE CHINE :

Le Dr HOO Chi-Tsai, directeur du Bureau permanent près la Société des Nations, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE :

M. Rafael GUIZADO, secrétaire de la Délégation permanente près la Société des Nations.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CUBA :

M. Guillermo de BLANCK, délégué permanent près la Société des Nations, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse.

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE :

M. William BORBERG, délégué permanent près la Société des Nations, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ÉGYPTÉ :

M. Edgar GORRA, conseiller royal, directeur du contentieux de l'État, à Alexandrie.

LE CHARGÉ DU POUVOIR SUPRÊME DE LA RÉPUBLIQUE DE L'ÉQUATEUR :

M. Alejandro GASTELÚ CONCHA, secrétaire de la Délégation permanente près la Société des Nations, consul général à Genève.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ESPAGNOLE :

M. Julio CASARES Y SANCHEZ, représentant de l'Espagne à la Commission consultative du trafic de l'opium et autres drogues nuisibles, chef de Section au Ministère des Affaires étrangères.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE :

M. Johannes KÕDAR, délégué permanent *a. i.* près la Société des Nations.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. VERCHÈRE DE REFFYE, ministre plénipotentiaire, sous-directeur du contentieux et des chancelleries au Ministère des Affaires étrangères ;
M. Gaston BOURGOIS, consul général de France.

SA MAJESTÉ LE ROI DES HELLÈNES :

M. Raoul BIBICA-ROSETTI, délégué permanent près la Société des Nations, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;
M. Alexandre CONTOUMAS, premier secrétaire de la Délégation permanente près la Société des Nations.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE HONDURAS :

Le Dr Julián LÓPEZ PINEDA, Délégué permanent près la Société des Nations, chargé d'Affaires à Paris.

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE :

M. László DE VELICS, chef de la Délégation royale près la Société des Nations, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse.

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON :

M. Massa-aki HOTTA, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse.

THE PRESIDENT OF THE NATIONAL GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF CHINA :

Dr. Hoo Chi-Tsai, Director of the Permanent Office of the Delegation to the League of Nations, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF COLOMBIA :

M. Rafael GUIZADO, Secretary of the Permanent Delegation to the League of Nations.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CUBA :

M. Guillermo de BLANCK, Permanent Delegate to the League of Nations, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council.

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND :

M. William BORBERG, Permanent Delegate to the League of Nations, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary.

HIS MAJESTY THE KING OF EGYPT :

M. Edgar GORRA, Royal Adviser, " Directeur du contentieux de l'Etat ", Alexandria.

THE OFFICIAL ENTRUSTED WITH THE SUPREME POWER OF THE REPUBLIC OF ECUADOR :

M. Alejandro GASTELÚ CONCHA, Secretary of the Permanent Delegation to the League of Nations, Consul-General in Geneva.

THE PRESIDENT OF THE SPANISH REPUBLIC :

M. Julio CASARES Y SÁNCHEZ, Head of Section at the Ministry of Foreign Affairs, Representative of Spain on the Advisory Committee on Traffic in Opium and Other Dangerous Drugs.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF ESTONIA :

M. Johannes KÖDAR, Permanent Delegate *a.i.* to the League of Nations.

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

M. VERCHÈRE DE REFFYE, Minister Plenipotentiary, " Sous-Directeur des chancelleries et du contentieux " at the Ministry of Foreign Affairs ;
M. Gaston BOURGOIS, Consul-General of France.

HIS MAJESTY THE KING OF THE HELLENES :

M. Raoul BIBICA-ROSETTI, Permanent Delegate to the League of Nations, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;
M. Alexandre CONTOUMAS, First Secretary of the Permanent Delegation to the League of Nations.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF HONDURAS :

Dr. Julián LÓPEZ PINEDA, Permanent Delegate to the League of Nations, Chargé d'Affaires in Paris.

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY :

M. László DE VELICS, Chief of the Royal Delegation to the League of Nations, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council.

HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN :

M. Massa-aki HOTTA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council.

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS DU MEXIQUE :

M. Manuel TELLO, secrétaire de la Délégation permanente près la Société des Nations, premier secrétaire du Service extérieur mexicain, représentant du Mexique à la Commission consultative du trafic de l'opium et autres drogues nuisibles.

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE PRINCE DE MONACO :

M. Xavier-John RAISIN, consul général à Genève.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE PANAMA :

Le Dr Ernesto HOFFMANN, délégué permanent près la Société des Nations.

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

M. J. H. DELGORGE, conseiller du Gouvernement des Pays-Bas pour les questions internationales en matière d'opium, représentant des Pays-Bas à la Commission consultative du trafic de l'opium et autres drogues nuisibles ;

Le Jonkheer G. BEELAERTS VAN BLOKLAND, rédacteur adjoint au Ministère des Affaires étrangères.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

Le Dr Witold CHODŹKO, ancien ministre de la Santé publique, président de la Commission consultative du trafic de l'opium et autres drogues nuisibles.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE :

Le Dr Augusto DE VASCONCELLOS, délégué permanent près la Société des Nations, ministre plénipotentiaire ;

Le professeur José CAEIRO DA MATTA, recteur de l'Université de Lisbonne.

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

M. Constantin ANTONIADE, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près la Société des Nations.

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE :

M. Camille GORGÉ, conseiller de légation, chef de la Section de la Société des Nations au Département politique fédéral.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

Le Dr Antonín KOUKAL, conseiller au Ministère de la Justice.

LE COMITÉ CENTRAL EXÉCUTIF DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES :

M. Georges LACHKEVITCH, conseiller juridique au Commissariat du peuple pour les Affaires étrangères.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE L'URUGUAY :

M. Victor BENAVIDES, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse ;

Le Dr Alfredo DE CASTRO, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges et près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, représentant de l'Uruguay à la Commission consultative du trafic de l'opium et autres drogues nuisibles.

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS DU VENEZUELA :

M. Manuel AROCHA, délégué permanent près la Société des Nations, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire.

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF MEXICO :

M. Manuel TELLO, Secretary of the Permanent Delegation to the League of Nations, First Secretary of the Mexican Foreign Service, Representative of Mexico on the Advisory Committee on Traffic in Opium and Other Dangerous Drugs.

HIS SERENE HIGHNESS THE PRINCE OF MONACO :

M. Xavier-John RAISIN, Consul-General at Geneva.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF PANAMA :

Dr. Ernesto HOFFMANN, Permanent Delegate to the League of Nations.

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS :

M. J. H. DELGORGE, Adviser of the Netherlands Government on international opium questions, Netherlands Representative on the Advisory Committee on Traffic in Opium and Other Dangerous Drugs ;

Jonkheer G. BEELAERTS VAN BLOKLAND, Assistant Editor to the Ministry of Foreign Affairs.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND :

Dr. Witold CHODŹKO, Former Minister of Public Health, Chairman of the Advisory Committee on Traffic in Opium and Other Dangerous Drugs.

THE PRESIDENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC :

Dr. Augusto DE VASCONCELLOS, Permanent Delegate to the League of Nations, Minister Plenipotentiary ;

Professor José CAEIRO DA MATTA, Rector of the University of Lisbon.

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

M. Constantin ANTONIADE, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the League of Nations.

THE SWISS FEDERAL COUNCIL :

M. Camille GORGÉ, Counsellor of Legation, Chief of the League of Nations Section at the Federal Political Department.

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

Dr. Antonín KOUKAL, Adviser at the Ministry of Justice.

THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS :

M. Georges LACHKEVITCH, Legal Adviser at the People's Commissariat for Foreign Affairs.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF URUGUAY :

M. Victor BENAVIDES, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council ;

Dr. Alfredo DE CASTRO, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to His Majesty the King of the Belgians and to Her Majesty the Queen of the Netherlands, Representative of Uruguay on the Advisory Committee on Traffic in Opium and Other Dangerous Drugs.

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF VENEZUELA :

M. Manuel AROCHA, Permanent Delegate to the League of Nations, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary.

Lesquels, après avoir produit leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

1. Dans la présente convention, on entend par « stupéfiants » les drogues et substances auxquelles s'appliquent ou s'appliqueront les dispositions de la Convention de La Haye du 23 janvier 1912 et des Conventions de Genève du 19 février 1925 et du 13 juillet 1931.

2. Aux termes de la présente convention, on entend par « extraction » l'opération par laquelle on sépare un stupéfiant de la substance ou du composé dont il fait partie, sans qu'il y ait fabrication ou transformation proprement dites. Cette définition du mot « extraction » ne vise pas les procédés par lesquels on obtient l'opium brut du pavot à opium, ces procédés étant couverts par le terme « production ».

Article 2.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à édicter les dispositions législatives nécessaires pour punir sévèrement, et notamment de prison ou d'autres peines privatives de liberté, les faits suivants, à savoir :

a) La fabrication, la transformation, l'extraction, la préparation, la détention, l'offre, la mise en vente, la distribution, l'achat, la vente, la cession à quelque titre que ce soit, le courtage, l'envoi, l'expédition en transit, le transport, l'importation et l'exportation des stupéfiants contraires aux stipulations desdites conventions ;

b) La participation intentionnelle aux faits visés dans cet article ;

c) L'association ou l'entente en vue de l'accomplissement d'un des faits visés ci-dessus ;

d) Les tentatives et, dans les conditions prévues par la loi nationale, les actes préparatoires.

Article 3.

Les Hautes Parties contractantes qui possèdent une juridiction extraterritoriale sur le territoire d'une autre Haute Partie contractante s'engagent à édicter les dispositions législatives nécessaires pour punir leurs ressortissants s'étant rendus coupables sur ce territoire de tout fait visé à l'article 2, au moins aussi sévèrement que si le fait avait été commis sur leur propre territoire.

Article 4.

Si des faits rentrant dans les catégories visées à l'article 2 sont commis dans des pays différents, chacun d'eux sera considéré comme une infraction distincte.

Article 5.

Les Hautes Parties contractantes dont la loi nationale régleme la culture, la récolte et la production en vue de l'obtention des stupéfiants, rendront de même sévèrement punissable toute infraction à cette loi.

Article 6.

Les pays qui admettent le principe de la récidive internationale reconnaissent, dans les conditions prévues par la loi nationale, comme génératrices d'une telle récidive, les condamnations étrangères prononcées du chef de l'un des faits visés à l'article 2.

Article 7.

1. Dans les pays qui n'admettent pas le principe de l'extradition des nationaux, les ressortissants qui sont rentrés sur le territoire de leur pays, après s'être rendus coupables à l'étranger de tout fait visé à l'article 2, doivent être poursuivis et punis de la même manière que si le fait

Who, having produced their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article 1.

1. In the present Convention, " narcotic drugs " shall be deemed to mean the drugs and substances to which the provisions of the Hague Convention of January 23rd, 1912, and the Geneva Conventions of February 19th, 1925, and July 13th, 1931, are now or hereafter may be applicable.

2. For the purposes of the present Convention, the word " extraction " connotes an operation whereby a narcotic drug is separated from the substance or compound of which it forms part, without involving any actual manufacture or conversion properly so called. This definition of the word " extraction " is not intended to include the processes whereby raw opium is obtained from the opium poppy, these being covered by the term " production ".

Article 2.

Each of the High Contracting Parties agrees to make the necessary legislative provisions for severely punishing, particularly by imprisonment or other penalties of deprivation of liberty, the following acts—namely :

(a) The manufacture, conversion, extraction, preparation, possession, offering, offering for sale, distribution, purchase, sale, delivery on any terms whatsoever, brokage, despatch, despatch in transit, transport, importation and exportation of narcotic drugs, contrary to the provisions of the said Conventions ;

(b) Intentional participation in the offences specified in this Article ;

(c) Conspiracy to commit any of the above-mentioned offences ;

(d) Attempts, and subject to the conditions prescribed by national law, preparatory acts.

Article 3.

The High Contracting Parties who possess extra-territorial jurisdiction in the territory of another High Contracting Party undertake to enact the necessary legislative provisions for punishing such of their nationals as are guilty within that territory of any offence specified in Article 2 at least as severely as if the offence had been committed in their own territory.

Article 4.

Each of the acts specified in Article 2 shall, if committed in different countries, be considered as a distinct offence.

Article 5.

The High Contracting Parties, whose national law regulates cultivation, gathering and production with a view to obtaining narcotic drugs, shall likewise make severely punishable contraventions thereof.

Article 6.

In countries where the principle of the international recognition of previous convictions is recognised, foreign convictions for the offences referred to in Article 2 shall, subject to the conditions prescribed by the domestic law, be recognised for the purpose of establishing habitual criminality.

Article 7.

1. In countries where the principle of the extradition of nationals is not recognised, nationals who have returned to the territory of their own country, after the commission abroad of any of the offences referred to in Article 2, shall be prosecuted and punished in the same manner as if

avait été commis sur ledit territoire, et cela même dans le cas où le coupable aurait acquis sa nationalité postérieurement à l'accomplissement de l'infraction.

2. Cette disposition n'est pas applicable si, dans un cas semblable, l'extradition d'un étranger ne peut pas être accordée.

Article 8.

Les étrangers qui ont commis à l'étranger un des faits prévus à l'article 2 et qui se trouvent sur le territoire d'une des Hautes Parties contractantes doivent être poursuivis et punis de la même manière que si le fait avait été commis sur ce territoire, lorsque les conditions suivantes sont réunies :

a) L'extradition ayant été demandée, n'a pu être accordée pour une raison étrangère au fait même ;

b) La législation du pays de refuge admet comme règle générale la poursuite d'infractions commises par des étrangers à l'étranger.

Article 9.

1. Les faits prévus par l'article 2 seront de plein droit compris comme cas d'extradition dans tout traité d'extradition conclu ou à conclure entre les Hautes Parties contractantes.

2. Les Hautes Parties contractantes qui ne subordonnent pas l'extradition à l'existence d'un traité ou à une condition de réciprocité, reconnaissent les faits visés ci-dessus comme cas d'extradition entre elles.

3. L'extradition sera accordée conformément au droit du pays requis.

4. La Haute Partie contractante à laquelle il sera adressé une demande d'extradition aura, dans tous les cas, le droit de refuser de procéder à l'arrestation ou d'accorder l'extradition si ses autorités compétentes estiment que le fait motivant les poursuites ou ayant entraîné la condamnation n'est pas assez grave.

Article 10.

Les stupéfiants, ainsi que les matières et instruments destinés à l'accomplissement d'un des faits prévus par l'article 2, sont susceptibles d'être saisis et confisqués.

Article 11.

1. Chaque Haute Partie contractante devra instituer, dans le cadre de sa législation nationale, un office central chargé de surveiller et de coordonner toutes les opérations indispensables pour prévenir les faits prévus par l'article 2, et de faire en sorte que des mesures soient prises pour poursuivre les personnes coupables de faits de ce genre.

2. Cet office central :

a) Devra se tenir en contact étroit avec les autres institutions ou organismes officiels s'occupant des stupéfiants ;

b) Devra centraliser tous les renseignements de nature à faciliter les recherches et la prévention des faits prévus par l'article 2 ; et

c) Devra se tenir en contact étroit et pourra correspondre directement avec les offices centraux des autres pays.

3. Quand le Gouvernement d'une Haute Partie contractante a le caractère fédéral ou quand l'autorité exécutive de ce gouvernement est répartie entre le gouvernement central et des gouvernements locaux, la surveillance et la coordination indiquées au paragraphe premier et l'exécution des obligations spécifiées aux alinéas a) et b) du paragraphe 2 s'organiseront conformément au système constitutionnel ou administratif en vigueur.

4. Dans le cas où la présente convention serait appliquée à un territoire quelconque en vertu de l'article 18, l'application des dispositions du présent article pourra être assurée par la création

the offence had been committed in the the said territory, even in a case where the offender has acquired his nationality after the commission of the offence.

2. This provision does not apply if, in a similar case, the extradition of a foreigner cannot be granted.

Article 8.

Foreigners who are in the territory of a High Contracting Party and who have committed abroad any of the offences set out in Article 2 shall be prosecuted and punished as though the offence had been committed in that territory if the following conditions are realised—namely, that :

(a) Extradition has been requested and could not be granted for a reason independent of the offence itself ;

(b) The law of the country of refuge considers prosecution for offences committed abroad by foreigners admissible as a general rule.

Article 9.

1. The offences set out in Article 2 shall be deemed to be included as extradition crimes in any extradition treaty which has been or may hereafter be concluded between any of the High Contracting Parties.

2. The High Contracting Parties who do not make extradition conditional on the existence of a treaty or on reciprocity shall as between themselves recognise the offences referred to above as extradition crimes.

3. Extradition shall be granted in conformity with the law of the country to which application is made.

4. The High Contracting Party to whom application for extradition is made shall, in all cases, have the right to refuse to effect the arrest or to grant the extradition of a fugitive offender if his competent authorities consider that the offence of which the fugitive offender is accused or convicted is not sufficiently serious.

Article 10.

Any narcotic drugs as well as any substances and instruments intended for the commission of any of the offences referred to in Article 2 shall be liable to seizure and confiscation.

Article 11.

1. Each of the High Contracting Parties shall set up, within the framework of its domestic law, a central office for the supervision and co-ordination of all operations necessary to prevent the offences specified in Article 2, and for ensuring that steps are taken to prosecute persons guilty of such offences.

2. This central office :

(a) Shall be in close contact with other official institutions or bodies dealing with narcotic drugs ;

(b) Shall centralise all information of a nature to facilitate the investigation and prevention of the offences specified in Article 2 ;

(c) Shall be in close contact with and may correspond direct with the central offices of other countries.

3. Where the Government of a High Contracting Party is federal in character, or where the executive authority of its Government is distributed between central and local Governments, the supervision and co-ordination specified in paragraph 1 and the execution of the functions specified in (a) and (b) of paragraph 2 shall be carried out in conformity with the constitutional or administrative system thereof.

4. Where the present Convention has been applied to any territory by virtue of Article 18, the requirements of the present Article may be carried out by means of a central office set up in

d'un office central établi dans ou pour ce territoire et agissant, en cas de besoin, en liaison avec l'office central du territoire métropolitain intéressé.

5. Les pouvoirs et les compétences prévues pour l'office central peuvent être délégués à l'Administration spéciale prévue par l'article 15 de la Convention de 1931 pour limiter la fabrication et réglementer la distribution des stupéfiants.

Article 12.

1. L'office central collaborera, dans la plus large mesure possible, avec les offices centraux étrangers, pour faciliter la prévention et la répression des faits prévus par l'article 2.

2. Cet organisme communiquera, dans les limites où il le jugera utile, à l'office central de tout autre pays qui y serait intéressé :

- a) Les renseignements pouvant permettre de procéder à toutes vérifications et opérations relatives aux transactions en cours ou projetées ;
- b) Les indications qu'il aura pu recueillir sur l'identité et le signalement des trafiquants, en vue de la surveillance de leurs déplacements ;
- c) La découverte de fabriques clandestines de stupéfiants.

Article 13.

1. La transmission des commissions rogatoires relatives aux infractions visées à l'article 2 doit être effectuée, soit :

- a) De préférence par voie de communication directe entre les autorités compétentes de chaque pays, le cas échéant, par l'entremise des offices centraux ;
- b) Par correspondance directe des ministres de la Justice des deux pays ou par l'envoi direct, par une autre autorité compétente du pays requérant, au ministre de la Justice du pays requis ;
- c) Par l'entremise de l'agent diplomatique ou consulaire du pays requérant dans le pays requis. Les commissions rogatoires seront transmises par cet agent à l'autorité désignée par le pays requis.

2. Chaque Haute Partie contractante peut déclarer, par une communication adressée aux autres Hautes Parties contractantes, qu'elle entend que les commissions rogatoires à exécuter sur son territoire lui soient transmises par la voie diplomatique.

3. Dans le cas de l'alinéa c) du paragraphe premier, une copie de la commission rogatoire sera adressée en même temps par l'agent diplomatique ou consulaire du pays requérant au ministre des Affaires étrangères du pays requis.

4. A défaut d'entente contraire, la commission rogatoire doit être rédigée, soit dans la langue de l'autorité requise, soit dans la langue convenue entre les pays intéressés.

5. Chaque Haute Partie contractante fera connaître, par une communication adressée à chacune des autres Hautes Parties contractantes, celui ou ceux des modes de transmission susvisés qu'elle admet pour les commissions rogatoires de cette Haute Partie contractante.

6. Jusqu'au moment où une Haute Partie contractante fera une telle communication, sa procédure actuelle, en fait de commission rogatoire, sera maintenue.

7. L'exécution des commissions rogatoires ne pourra donner lieu au remboursement de taxes ou frais autres que les frais d'expertise.

8. Rien, dans le présent article, ne pourra être interprété comme constituant, de la part des Hautes Parties contractantes, un engagement d'admettre, en ce qui concerne le système des preuves en matière répressive, une dérogation à leur loi ou de donner suite à des commissions rogatoires autrement que dans les limites de leur loi.

or for that territory acting in conjunction, if necessary, with the central office in the metropolitan territory concerned.

5. The powers and the functions of the central office may be delegated to the special administration referred to in Article 15 of the Convention for limiting the Manufacture and regulating the Distribution of Narcotic Drugs of 1931.

Article 12.

1. The central office shall co-operate with the central offices of foreign countries to the greatest extent possible, in order to facilitate the prevention and punishment of the offences specified in Article 2.

2. The office shall, so far as it thinks expedient, communicate to the central office of any country which may be concerned :

(a) Particulars which would make it possible to carry out any investigations or operations relating to any transactions in progress or proposed ;

(b) Any particulars which it has been able to secure regarding the identity and the description of traffickers with a view to supervising their movements ;

(c) Discoveries of secret factories of narcotic drugs.

Article 13.

1. The transmission of letters of request relating to the offences referred to in Article 2 shall be effected :

(a) Preferably by direct communication between the competent authorities of each country or through the central offices, or

(b) By direct correspondence between the Ministers of Justice of the two countries or by direct communication from another competent authority of the country making the request to the Minister of Justice of the country to which the request is made, or

(c) Through the diplomatic or consular representative of the country making the request in the country to which the request is made. For this purpose, the letters of request shall be sent by such representative to the authority designated by the country to which the request is made.

2. Each High Contracting Party may, by communication to the other High Contracting Parties, express its desire that letters of request to be executed within its territory should be sent to it through the diplomatic channel.

3. In case (c) of paragraph 1, a copy of the letter of request shall at the same time be sent by the diplomatic or consular representative of the country making the request to the Minister for Foreign Affairs of the country to which application is made.

4. Unless otherwise agreed, the letter of request shall be drawn up in the language of the authority to which request is made or in a language agreed upon by the two countries concerned.

5. Each High Contracting Party shall notify to each of the other High Contracting Parties the method, or methods, of transmission mentioned above which it will recognise for the letters of request of the latter High Contracting Party.

6. Until such notification is made by a High Contracting Party, its existing procedure in regard to letters of request shall remain in force.

7. The execution of letters of request shall not be subject to payment of taxes or expenses other than the expenses of experts.

8. Nothing in the present Article shall be construed as an undertaking on the part of the High Contracting Parties to adopt in criminal matters any form or methods of proof contrary to their laws or to execute letters of request otherwise than within the limits of their laws.

Article 14.

La participation d'une Haute Partie contractante à la présente convention ne doit pas être interprétée comme affectant son attitude sur la question générale de la compétence de la juridiction pénale comme question de droit international.

Article 15.

La présente convention laisse intact le principe que les faits prévus aux articles 2 et 5 doivent, dans chaque pays, être qualifiés, poursuivis et jugés conformément aux règles générales de la législation nationale.

Article 16.

Les Hautes Parties contractantes se communiqueront, par l'entremise du Secrétaire général de la Société des Nations, les lois et règlements promulgués pour donner effet à la présente convention, ainsi qu'un rapport annuel relatif au fonctionnement de la convention sur leurs territoires.

Article 17.

S'il s'élève entre les Hautes Parties contractantes un différend quelconque relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente convention, et si ce différend n'a pu être résolu de façon satisfaisante par voie diplomatique, il sera réglé conformément aux dispositions en vigueur entre les Parties concernant le règlement des différends internationaux.

Au cas où de telles dispositions n'existeraient pas entre les Parties au différend, elles le soumettront à une procédure arbitrale ou judiciaire. A défaut d'un accord sur le choix d'un autre tribunal, elles soumettront le différend, à la requête de l'une d'elles, à la Cour permanente de Justice internationale, si elles sont toutes Parties au Protocole¹ du 16 décembre 1920, relatif au Statut de ladite Cour, et, si elles n'y sont pas toutes Parties, à un tribunal d'arbitrage, constitué conformément à la Convention² de La Haye du 18 octobre 1907, pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 18.

1. Toute Haute Partie contractante pourra déclarer, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, qu'en acceptant la présente convention, elle n'assume aucune obligation pour l'ensemble ou une partie de ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer ou territoires placés sous sa souveraineté ou sous son mandat, et la présente convention ne s'appliquera pas aux territoires mentionnés dans cette déclaration.

2. Toute Haute Partie contractante pourra ultérieurement donner, à tout moment, avis au Secrétaire général de la Société des Nations qu'elle désire que la présente convention s'applique à l'ensemble ou à une partie de ses territoires qui auront fait l'objet d'une déclaration aux termes de l'alinéa précédent, et la présente convention s'appliquera à tous les territoires mentionnés dans l'avis quatre-vingt-dix jours après réception de cet avis par le Secrétaire général de la Société des Nations.

3. Chacune des Hautes Parties contractantes pourra déclarer à tout moment, après expiration de la période de cinq ans prévue par l'article 21, qu'elle désire que la présente convention cesse de s'appliquer à l'ensemble ou à une partie de ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer

¹ Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXVIII, page 435 ; vol. LXXXVIII, page 272 ; vol. XCII, page 362 ; vol. XCVI, page 180 ; vol. C, page 153 ; vol. CIV, page 492 ; vol. CVII, page 461 ; vol. CXI, page 402 ; vol. CXVII, page 46 ; vol. CXXVI, page 430 ; vol. CXXX, page 440 ; vol. CXXXIV, page 392 ; vol. CXLVII, page 318 ; vol. CLII, page 282 ; vol. CLVI, page 176 ; vol. CLX, page 325 ; vol. CLXIV, page 352 ; vol. CLXVIII, page 228 ; vol. CLXXII, page 388 ; vol. CLXXVII, page 382 ; vol. CLXXXI, page 346 ; vol. CLXXXV, page 370 ; vol. CLXXXIX, page 452 ; vol. CXCVI, page 402 ; et vol. CXCVII, page 283 de ce recueil.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

Article 14.

The participation of a High Contracting Party in the present Convention shall not be interpreted as affecting that Party's attitude on the general question of criminal jurisdiction as a question of international law.

Article 15.

The present Convention does not affect the principle that the offences referred to in Articles 2 and 5 shall in each country be defined, prosecuted and punished in conformity with the general rules of its domestic law.

Article 16.

The High Contracting Parties shall communicate to one another through the Secretary-General of the League of Nations the laws and regulations promulgated in order to give effect to the present Convention, and also an annual report on the working of the Convention in their territories.

Article 17.

If there should arise between the High Contracting Parties a dispute of any kind relating to the interpretation or application of the present Convention, and if such dispute cannot be satisfactorily settled by diplomacy, it shall be settled in accordance with any applicable agreements in force between the Parties providing for the settlement of international disputes.

In case there is no such agreement in force between the Parties, the dispute shall be referred to arbitration or judicial settlement. In the absence of agreement on the choice of another tribunal, the dispute shall, at the request of any one of the Parties, be referred to the Permanent Court of International Justice, if all the Parties to the dispute are Parties to the Protocol¹ of December 16th, 1920, relating to the Statute of that Court, and, if any of the Parties to the dispute is not a Party to the Protocol of December 16th, 1920, to an arbitral tribunal constituted in accordance with the Hague Convention² of October 18th, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Article 18.

1. Any High Contracting Party may, at the time of signature, ratification or accession, declare that, in accepting the present Convention, he does not assume any obligation in respect of all or any of his colonies, protectorates, overseas territories or territories under suzerainty or mandate, and the present Convention shall not apply to any territories named in such declaration.

2. Any High Contracting Party may give notice to the Secretary-General of the League of Nations at any time subsequently that he declares that the Convention shall apply to all or any of his territories which have been made the subject of a declaration under the preceding paragraph, and the Convention shall apply to all the territories named in such notice ninety days after its receipt by the Secretary-General of the League of Nations.

3. Any High Contracting Party may, at any time after the expiration of the period of five years mentioned in Article 21, declare that he desires that the present Convention shall cease to apply to all or any of his colonies, protectorates and overseas territories or territories under

¹ Vol. VI, page 379; Vol. XI, page 405; Vol. XV, page 305; Vol. XXIV, page 153; Vol. XXVII, page 417; Vol. XXXIX, page 165; Vol. XLV, page 96; Vol. L, page 159; Vol. LIV, page 387; Vol. LXIX, page 70; Vol. LXXII, page 452; Vol. LXXVIII, page 435; Vol. LXXXVIII, page 272; Vol. XCII, page 362; Vol. XCVI, page 180; Vol. C, page 153; Vol. CIV, page 492; Vol. CVII, page 461; Vol. CXI, page 402; Vol. CXVII, page 46; Vol. CXXVI, page 430; Vol. CXXX, page 440; Vol. CXXXIV, page 392; Vol. CXLVII, page 318; Vol. CLII, page 282; Vol. CLVI, page 176; Vol. CLX, page 325; Vol. CLXIV, page 352; Vol. CLXVIII, page 228; Vol. CLXXII, page 388; Vol. CLXXXVII, page 382; Vol. CLXXXI, page 346; Vol. CLXXXV, page 370; Vol. CLXXXIX, page 452; Vol. CXCVI, page 402; and Vol. CXCVII, page 283 of this Series.

² *British and Foreign State Papers*. Vol. 100, page 298.

ou territoires placés sous sa souveraineté ou sous son mandat, et la convention cessera de s'appliquer aux territoires mentionnés dans cette déclaration, un an après réception de cette déclaration par le Secrétaire général de la Société des Nations.

4. Le Secrétaire général communiquera à tous les Membres de la Société, ainsi qu'aux Etats non membres mentionnés à l'article 19, toutes les déclarations et tous les avis reçus aux termes du présent article.

Article 19.

La présente convention, dont les textes français et anglais feront également foi, portera la date de ce jour et sera, jusqu'au 31 décembre 1936, ouverte à la signature au nom de tout Membre de la Société des Nations ou de tout Etat non membre invité à la Conférence qui a élaboré la présente convention, ou auquel le Conseil de la Société des Nations aura communiqué copie de la présente convention à cet effet.

Article 20.

La présente convention sera ratifiée. Les instruments de ratification seront transmis au Secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera le dépôt à tous les Membres de la Société, ainsi qu'aux Etats non membres visés à l'article précédent.

Article 21.

1. A partir du 1^{er} janvier 1937, il pourra être adhéré à la présente convention au nom de tout Membre de la Société des Nations ou de tout Etat non membre visé à l'article 19.

2. Les instruments d'adhésion seront transmis au Secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera le dépôt à tous les Membres de la Société, ainsi qu'aux Etats non membres visés audit article.

Article 22.

La présente convention entrera en vigueur quatre-vingt-dix jours après que le Secrétaire général de la Société des Nations aura reçu les ratifications ou les adhésions de dix Membres de la Société des Nations ou Etats non membres. Elle sera enregistrée à cette date par les soins du Secrétaire général de la Société des Nations.

Article 23.

Les ratifications ou adhésions déposées après le dépôt de la dixième ratification ou adhésion prendront effet à l'expiration d'un délai de quatre-vingt-dix jours à partir de la date de leur réception par le Secrétaire général de la Société des Nations.

Article 24.

1. A l'expiration d'un délai de cinq ans à partir de l'entrée en vigueur de la présente convention, celle-ci pourra être dénoncée par un instrument écrit déposé auprès du Secrétaire général de la Société des Nations. La dénonciation sortira ses effets un an après la date à laquelle elle aura été reçue par le Secrétaire général de la Société des Nations ; elle ne sera opérante que pour le Membre de la Société des Nations ou l'Etat non membre au nom duquel elle aura été déposée.

2. Le Secrétaire général notifiera à tous les Membres de la Société et aux Etats non membres mentionnés à l'article 19 les dénonciations ainsi reçues.

3. Si, par suite de dénonciations simultanées ou successives, le nombre des Membres de la Société des Nations et des Etats non membres qui sont liés par la présente convention se trouve ramené à moins de dix, la convention cessera d'être en vigueur à partir de la date à laquelle la dernière de ces dénonciations prendra effet, conformément aux dispositions du présent article.

Article 25.

Une demande de révision de la présente convention pourra être formulée en tout temps par tout Membre de la Société des Nations ou Etat non membre lié par la convention, par voie de notification adressée au Secrétaire général de la Société des Nations. Cette notification sera communiquée par le Secrétaire général à tous les autres Membres de la Société des Nations et Etats non membres ainsi liés, et, si elle est appuyée par un tiers au moins d'entre elles, les Hautes Parties contractantes s'engagent à se réunir en une conférence aux fins de révision de la convention.

suzerainty or mandate, and the Convention shall cease to apply to the territories named in such declaration one year after its receipt by the Secretary-General of the League of Nations.

4. The Secretary-General shall communicate to all the Members of the League and to the non-member States mentioned in Article 19 all declarations and notices received in virtue of this Article.

Article 19.

The present Convention, of which the French and English texts shall both be equally authoritative, shall bear this day's date, and shall, until December 31st, 1936, be open for signature on behalf of any Member of the League of Nations, or of any non-member State which received an invitation to the Conference which drew up the present Convention, or to which the Council of the League of Nations shall have communicated a copy of the Convention for this purpose.

Article 20.

The present Convention shall be ratified. The instruments of ratification shall be transmitted to the Secretary-General of the League of Nations, who shall notify their receipt to all Members of the League and to the non-member States referred to in the preceding Article.

Article 21.

1. As from January 1st, 1937, the present Convention shall be open to accession on behalf of any Member of the League of Nations or any non-member State mentioned in Article 19.

2. The instruments of accession shall be transmitted to the Secretary-General of the League of Nations, who shall notify their receipt to all the Members of the League and to the non-member States mentioned in that Article.

Article 22.

The present Convention shall come into force ninety days after the Secretary-General of the League of Nations has received the ratifications or accessions of ten Members of the League of Nations or non-member States. It shall be registered on that date by the Secretary-General of the League of Nations.

Article 23.

Ratifications or accessions received after the deposit of the tenth ratification or accession shall take effect as from the expiration of a period of ninety days from the date of their receipt by the Secretary-General of the League of Nations.

Article 24.

1. After the expiration of five years from the date of the coming into force of the present Convention, it may be denounced by an instrument in writing, deposited with the Secretary-General of the League of Nations. The denunciation shall take effect one year after the date of its receipt by the Secretary-General of the League of Nations and shall operate only as regards the Member of the League or non-member State on whose behalf it has been deposited.

2. The Secretary-General shall notify all the Members of the League and the non-member States mentioned in Article 19 of any denunciations received.

3. If, as a result of simultaneous or successive denunciations, the number of Members of the League and non-member States bound by the present Convention is reduced to less than ten, the Convention shall cease to be in force as from the date on which the last of such denunciations shall take effect in accordance with the provisions of this Article.

Article 25.

A request for the revision of the present Convention may at any time be made by any Member of the League of Nations or non-member State bound by this Convention by means of a notice addressed to the Secretary-General of the League of Nations. Such notice shall be communicated by the Secretary-General to the other Members of the League of Nations or non-member States bound by this Convention, and, if endorsed by not less than one-third of them, the High Contracting Parties agree to meet for the purpose of revising the Convention.

En foi de quoi, les plénipotentiaires sus-mentionnés ont signé la présente convention.

Fait à Genève, le vingt-six juin mil neuf cent trente-six, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations et dont les copies certifiées conformes seront remises à tous les Membres de la Société des Nations et aux Etats non membres mentionnés à l'article 19.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done et Geneva, the twenty-sixth day of June, one thousand nine hundred and thirty-six, in a single copy, which shall remain deposited in the archives of the Secretariat of the League of Nations and certified true copies of which shall be delivered to all the Members of the League and to the non-member States referred to in Article 19.

Autriche :

E. PFLÜGL
Dr Bruno SCHULTZ

Austria :

Belgique :

En acceptant la présente convention, la Belgique n'entend assumer aucune obligation en ce qui concerne le Congo belge et les territoires du Ruanda-Urundi au sujet desquels elle exerce un mandat au nom de la Société des Nations¹.

Maurice BOURQUIN

Belgium :

Etats-Unis du Brésil :

Jorge LATOUR
ad referendum

United States of Brazil :

Grande-Bretagne et Irlande du Nord :
ainsi que toutes parties de l'Empire britannique non membres séparés de la Société des Nations

Great Britain and Northern Ireland :
and all parts of the British Empire which are not separate Members of the League of Nations

Oscar F. DOWSON
Wm. H. COLES

Canada :

C. H. L. SHARMAN

Canada :

Inde :

G. HARDY

India :

Bulgarie :

N. MOMTCHILOFF

Bulgaria :

Chine :

Hoo Chi-Tsai.

China :

Colombie :

ad referendum
Rafael GUIZADO

Colombia :

Cuba :

G. de BLANCK

Cuba :

Danemark :

William BORBERG

Denmark :

¹ Translation by the Secretariat of the League of Nations :

" In accepting the present Convention, Belgium does not assume any obligation as regards the Belgian Congo and the Territories of Ruanda-Urundi in respect of which a mandate is being exercised by her on behalf of the League of Nations. "

<i>Egypte :</i>	Edgar GORRA	<i>Egypt :</i>
<i>Equateur :</i>	Alex GASTELÚ	<i>Ecuador :</i>
<i>Espagne :</i>	Julio CASARES	<i>Spain :</i>
<i>Estonie :</i>	J. KÖDAR	<i>Estonia :</i>
<i>France :</i>	P. DE REFFYE G. BOURGOIS	<i>France :</i>
<i>Grèce :</i>	Raoul BIBICA-ROSETTI A. CONTOUMAS	<i>Greece :</i>
<i>Honduras :</i>	J. LÓPEZ PINEDA.	<i>Honduras :</i>
<i>Hongrie :</i>	Sous réserve de ratification VELICS	<i>Hungary :</i>
<i>Japon :</i>	Massa-aki HOTTA	<i>Japan :</i>
<i>Mexique :</i>	Manuel TELLO.	<i>Mexico :</i>
<i>Monaco :</i>	Xavier RAISIN.	<i>Monaco :</i>
<i>Panama :</i>	<i>ad referendum :</i> Dr Ernesto HOFFMANN.	<i>Panama :</i>
<i>Pays-Bas :</i>	DELGORGE G. BEELAERTS VAN BLOKLAND	<i>The Netherlands :</i>
<i>Pologne :</i>	CHODŹKO	<i>Poland :</i>
<i>Portugal :</i>	Augusto DE VASCONCELLOS José CAEIRO DA MATTA	<i>Portugal :</i>
<i>Roumanie :</i>	C. ANTONIADE	<i>Roumania :</i>
<i>Suisse :</i>	C. GORGÉ	<i>Switzerland :</i>
<i>Tchécoslovaquie :</i>	Dr Antonín KOUKAL	<i>Czechoslovakia :</i>
<i>Union des Républiques soviétiques socialistes :</i>	G. LACHKEVITCH	<i>Union of Soviet Socialist Republics :</i>
<i>Uruguay :</i>	V. BENAVIDES Alfredo DE CASTRO	<i>Uruguay :</i>
<i>Venezuela :</i>	<i>ad referendum :</i> AROCHA	<i>Venezuela :</i>

PROTOCOLE DE SIGNATURE ¹

En signant la Convention de 1936 pour la répression du trafic illicite des drogues nuisibles en date de ce jour, les plénipotentiaires soussignés déclarent, au nom de leurs gouvernements, accepter :

1. Que la Chine subordonne son acceptation de la convention à la réserve ci-après, concernant l'article 9 :

« Tant que la juridiction consulaire dont jouissent encore les ressortissants de certaines Puissances en Chine ne sera pas abolie, le Gouvernement chinois ne peut pas assumer les obligations découlant de l'article 9, qui contient l'engagement général pour les Parties contractantes d'accorder l'extradition d'étrangers ayant commis les faits visés à cet article. »

2. Que les Pays-Bas subordonnent leur acceptation de la convention à la réserve que, selon les principes fondamentaux de leur droit pénal, ils ne pourront se conformer au sous-paragraphe c) de l'article 2 que dans les cas où il y aura commencement d'exécution.

3. Que l'Inde subordonne son acceptation de la convention à la réserve que ladite convention ne s'applique pas aux Etats de l'Inde, ni aux Etats Chans (qui font partie de l'Inde britannique).

¹ Ratifications déposées à Genève :

INDE	4 août 1937.
CHINE	21 octobre 1937.
BELGIQUE	27 novembre 1937.
GRÈCE	16 février 1938.
ROUMANIE	28 juin 1938.
BRÉSIL	2 juillet 1938.
CANADA	27 septembre 1938.
FRANCE	16 janvier 1940.
Le Gouvernement français n'assume aucune obligation pour ses Colonies et Protectorats ainsi que pour les Territoires placés sous son mandat.	
EGYPTE	29 janvier 1940.

Adhésions :

GUATÉMALA	2 août 1938.
HAÏTI	30 novembre 1938.
TURQUIE	28 juillet 1939.

PROTOCOL OF SIGNATURE.¹

When signing the Convention of 1936 for the Suppression of the Illicit Traffic in Dangerous Drugs dated this day, the undersigned Plenipotentiaries, in the name of their Governments, declare to have agreed:

1. To China making acceptance of the Convention subject to the following reservation as to Article 9:

“ So long as the consular jurisdiction still enjoyed by the nationals of certain Powers in China is not abolished, the Chinese Government is unable to assume the obligations resulting from Article 9, involving a general undertaking by the Contracting Parties to grant the extradition of foreigners guilty of the offences referred to in that Article.”

2. That the Netherlands make their acceptance of the Convention subject to the reservation that, according to the basic principles of penal law in the Netherlands, they are able to comply with sub-paragraph (c) of Article 2 only in circumstances where there is a commencement of execution.

3. That India makes its acceptance of the Convention subject to the reservation that the said Convention does not apply to the Indian States or to the Shan States (which are part of British India).

¹ *Ratifications deposited in Geneva:*

INDIA	August 4th, 1937.
CHINA	October 21st, 1937.
BELGIUM	November 27th, 1937.
GREECE	February 16th, 1938.
ROUMANIA	June 28th, 1938.
BRAZIL	July 2nd, 1938.
CANADA	September 27th, 1938.
FRANCE	January 16th, 1940.

The French Government does not assume any obligations as regards its Colonies or Protectorates or the Territories placed under its mandate.

EGYPT	January 29th, 1940.
-----------------	---------------------

Accessions:

GUATEMALA	August 2nd, 1938.
HAITI	November 30th, 1938.
TURKEY	July 28th, 1939.

En foi de quoi les soussignés ont apposé leur signature au bas du présent protocole.

Fait à Genève, le vingt-six juin mil neuf cent trente-six, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations et dont les copies certifiées conformes seront remises à tous les Membres de la Société des Nations et aux Etats non membres mentionnés à l'article 19 de la convention.

In faith whereof the undersigned have affixed their signatures to the present Protocol.

Done at Geneva, the twenty-sixth day of June, one thousand nine hundred and thirty-six, in a single copy, which shall remain deposited in the archives of the Secretariat of the League of Nations and certified true copies of which shall be delivered to all the Members of the League of Nations and to the non-member States referred to in Article 19 of the Convention.

Autriche :

E. PFLÜGL
Dr Bruno SCHULTZ

Austria :

Belgique :

Maurice BOURQUIN

Belgium :

Etats-Unis du Brésil :

Jorge LATOUR
ad referendum

United States of Brazil :

Grande-Bretagne et Irlande du Nord :
ainsi que toutes parties de l'Empire
britannique non membres séparés
de la Société des Nations

Great Britain and Northern Ireland :
and all parts of the British Empire
which are not separate Members of
the League of Nations

Oscar F. DOWSON
Wm. H. COLES

Canada :

C. H. L. SHARMAN.

Canada :

Inde :

G. HARDY

India :

Bulgarie :

N. MONTCHIOFF

Bulgaria :

Chine :

Hoo Chi-Tsai.

China :

Colombie :

ad referendum
Rafael GUIZADO

Colombia :

Cuba :

G. de BLANCK

Cuba :

Danemark :

William BORBERG.

Denmark :

Egypte :

Edgar GORRA

Egypt :

Equateur :

Alex GASTELÚ

Ecuador :

Espagne :

Julio CASARES

Spain :

<i>Estonie :</i>	J. KÕDAR.	<i>Estonia :</i>
<i>France :</i>	P. DE REFFYE G. BOURGOIS	<i>France :</i>
<i>Grèce :</i>	Raoul BIBICA-ROSETTI A. CONTOUMAS	<i>Greece :</i>
<i>Honduras :</i>	J. LÓPEZ PINEDA.	<i>Honduras :</i>
<i>Hongrie :</i>	Sous réserve de ratification VELICS	<i>Hungary :</i>
<i>Japon :</i>	Massa-aki HOTTA	<i>Japan :</i>
<i>Mexique :</i>	Manuel TELLO	<i>Mexico :</i>
<i>Monaco :</i>	Xavier RAISIN	<i>Monaco :</i>
<i>Panama :</i>	<i>ad referendum :</i> Dr Ernesto HOFFMANN	<i>Panama :</i>
<i>Pays-Bas :</i>	DELGORGE G. BEELAERTS VAN BLOKLAND	<i>The Netherlands :</i>
<i>Pologne :</i>	CHODŹKO	<i>Poland :</i>
<i>Portugal :</i>	Augusto DE VASCONCELLOS José CAEIRO DA MATTA	<i>Portugal :</i>
<i>Roumanie :</i>	C. ANTONIADE	<i>Roumania :</i>
<i>Suisse :</i>	C. GORGÉ	<i>Switzerland :</i>
<i>Tchécoslovaquie :</i>	Dr Antonín KOUKAL	<i>Czechoslovakia :</i>
<i>Union des Républiques soviétiques socialistes :</i>	G. LACHKEVITCH	<i>Union of Soviet Socialist Republics :</i>
<i>Uruguay :</i>	V. BENAVIDES Alfredo DE CASTRO	<i>Uruguay :</i>
<i>Venezuela :</i>	<i>ad referendum :</i> AROCHA	<i>Venezuela :</i>